



**Philippe Girard** passe de la bédé au roman *Page F 1*



**L'arsenal** judiciaire conservateur s'effrite *Page A 3*



**Tourisme** Charlie Chaplin entre au musée *Page D 1*

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. CVII N° 83 -

LE DEVOIR, LES SAMEDI 16 ET DIMANCHE 17 AVRIL 2016

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

PRIMAIRES AMÉRICAINES : LA BATAILLE DE NEW YORK



L'engouement pour le candidat démocrate Bernie Sanders est palpable à Brooklyn. Ci-dessus, un rassemblement tenu le 8 avril dernier. MARY ALTAFFER ASSOCIATED PRESS

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

## Québec mise sur des gisements à fortes émissions

ALEXANDRE SHIELDS

Les projets d'exploration pétrolière et gazière que le gouvernement Couillard finance et encourage en Gaspésie pourraient générer des émissions de gaz à effet de serre aussi intenses que celles du pétrole et du gaz de schiste, conclut une étude du ministère de l'Environnement. Mais il sera difficile d'avoir l'heure juste, puisque aucun des projets ne fera l'objet d'une évaluation environnementale indépendante.

Pour le premier ministre Philippe Couillard, le gaz naturel constitue une source d'énergie de « transition » vers une économie « sobre en carbone ». Il l'a d'ailleurs souligné à plusieurs reprises au moment de présenter la nouvelle politique énergétique du Québec, une stratégie qui prévoit une plus grande utilisation de cette ressource fossile au cours des prochaines années.

Philippe Couillard a du même coup réitéré son appui indéfectible aux projets gaziers et pétroliers en développement en Gaspésie. Son gouvernement, actionnaire important des entreprises Junex et Pétrolia, a d'ailleurs injecté des millions de dollars dans la recherche d'éventuels gisements d'énergies fossiles. C'est le cas du projet gazier Bourque, de Pétrolia, qui pourrait donner

VOIR PAGE A 10 : GES

## Le quartier général de la « révolution » Sanders

Des militants pur jus de Bernie Sanders dans Brooklyn au fief de Hillary Clinton dans Harlem, en passant par les jeunes républicains de Manhattan, New York se prépare pour les primaires du 19 avril. *Le Devoir* est allé tâter le pouls de la ville-monde, en commençant par le Brooklyn de « Bernie ».

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY à New York

larges poutres de bois suspendues, quelques dizaines de bénévoles dont la plupart n'ont pas plus de 40 ans s'affairent au téléphone ou à

Un mercredi matin d'avril, dans un vieil entrepôt aux murs de briques blanches et aux

VOIR PAGE A 10 : SANDERS

### Dossier

« Harlem, fief des Clinton », et « Le village républicain au cœur de l'empire démocrate ». *Pages A 4 et A 5*

Consultez notre guide des primaires américaines à [ledevoir.com/primaires](http://ledevoir.com/primaires).

### AUJOURD'HUI



**Jardins** › La saison du jardinage tarde à commencer, mais Lise Gobeille est de retour avec ses conseils. *Page D 6*

**Perspectives** › Couillard tente de reconstruire le triangle Bourassa. Une chronique de Michel David. *Page B 3*



Avis légaux..... C 6  
Carrières..... C 4  
Décès..... C 8  
Mots croisés..... D 4  
Petites annonces..... C 8  
Sudoku..... D 5

### D'ALEP À ROSEMONT (1 DE 4)

## Parrainer pour tromper les bombes

Ils sont cinq Montréalais dans la trentaine. À l'automne dernier, ils ont décidé de parrainer des réfugiés syriens, les Darwish. Voici le premier volet de l'histoire de deux familles qui ne se sont jamais rencontrées, mais dont le destin est soudé à jamais.

LISA-MARIE GERVAIS

C'est Maude Ménard-Dunn, jeune maman étudiante à la maîtrise en travail social à l'UQAM, qui a d'abord eu l'idée de se lancer dans l'aventure d'un parrainage privé. Terrassée par son impuissance devant le conflit, elle s'est rabattue sur un groupe Facebook pour en savoir plus. Les bombes, les explosions, les morts. « J'avais l'impression de suivre ce qui se passait non pas du point de vue d'un journaliste, mais d'un citoyen, de quelqu'un qui nous ressemblait », raconte-t-

elle dans sa cuisine ensoleillée, baignée des effluves des crêpes du dimanche matin.

Au fil de cette correspondance, les questions de la résidente du paisible Rosemont ont trouvé les réponses de Feras Darwish, sous les bombes d'Alep. Pourquoi la guerre? Combien de temps encore? Feras lui racontait la fatigue, ses sept déménagements en trois ans, ses nuits (trop) courtes, où il tentait d'amuser ses enfants réveillés par les raids aériens. Des milliers de gens fuyaient la Syrie, mais Feras et

VOIR PAGE A 10 : PARRAINER



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
Maude, Philippe et Rafaëlle parrainent une famille d'Alep, en Syrie.

**Stores de Qualité**  
FABRIQUÉ AU QUÉBEC .CA

**SUR MESURE ESTIMATION GRATUITE**  
**1 855 770-8677**

L'Artisan du Store Claude Bouchard

**OPAQUES SOLAIRES TRANSLUCIDES**  
**MOTORIZATION DISPONIBLE**

TOILES À ROULEAUX • PANNEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VOILAGE • STORES ROMAINS  
STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES VERTICAUX

**50% de rabais ou INSTALLATION GRATUITE**

QUÉBEC 418-654-8677  
LÉVIS 418-654-8677  
TROIS-RIVIÈRES 819-696-8677  
MONTRÉAL 514-231-8677  
LAVAL 450-627-3716  
LONGUEUIL 450-445-9829

*Couffin & Couffin*

Québec, Lévis, Montréal, Trois-Rivières, Repentigny, Laval, Boisbriand, Mont-Tremblant, Longueuil, Beloeil, Magog

## ACTUALITÉS

## Couillard dit voir plus d'entrepreneurs en manque de travailleurs que de chômeurs

ROBERT DUTRISAC  
Correspondant parlementaire  
à Québec

Pour Philippe Couillard, les pénuries de main-d'œuvre sont un problème beaucoup plus criant que le chômage au Québec.

« Dans mes déplacements, je rencontre beaucoup plus souvent des petits entrepreneurs qui me disent qu'ils manquent d'employés qualifiés, de travailleurs qualifiés, que des personnes qui ne sont pas capables de trouver de job », a affirmé le premier ministre dans une allocution qu'il a prononcée, vendredi, devant les membres de la Chambre de commerce de Lévis.

Philippe Couillard avait choisi une région —

Chaudière-Appalaches — et une ville — Lévis — où le taux de chômage est de 5% — le plein emploi ou presque — pour livrer un discours consacré à l'économie. À titre de comparaison, le taux de chômage est de 7,6% pour l'ensemble du Québec et de 10,9% à Montréal (ou 8,6% pour la grande région de Montréal).

Le nombre d'emplois offerts au Québec est passé de 38 500 en 2014 à 56 000 en 2016, a signalé Philippe Couillard. « Le problème qu'on a, c'est qu'il n'y a pas la rencontre entre l'emploi offert et l'employé disponible », juge-t-il.

Mais il a présenté la démographie, c'est-à-dire le vieillissement de la population et son effet sur la population active, comme le principal enjeu pour l'économie du Québec. « C'est un

problème très important, extrêmement important au Québec, qui n'a pas encore l'attention qu'il mérite », s'est-il inquiété. La différence de croissance du groupe des 15-64 ans au Québec et en Ontario explique « une bonne partie de l'écart » entre les deux économies, selon lui. Il a par ailleurs affirmé que « le grand problème de l'économie du Québec, c'est la productivité ».

M. Couillard a premièrement cité l'immigration comme solution aux problèmes de pénurie de main-d'œuvre. « L'immigration bien intégrée, l'immigration bien sélectionnée », a-t-il précisé. Il a ensuite mentionné la réussite scolaire et l'adéquation entre la formation et le marché du travail.

Le Devoir

### « Un gouvernement intègre »

Lévis — Philippe Couillard a pris la défense de Jean Charest vendredi: il a affirmé n'avoir « jamais rien vu d'autre » qu'un gouvernement honnête et intègre quand il a servi sous son ancien chef. Il réagissait aux déclarations de l'ancien premier ministre libéral, qui avait affirmé lundi qu'il avait dirigé un gouvernement « honnête et intègre », malgré les soupçons, les allégations et les accusations qui entachent certains anciens membres de son cabinet. Or, M. Couillard a soutenu qu'il n'a été témoin que de pratiques exemplaires dans l'exercice de ses fonctions de ministre du cabinet Charest. « Pendant les années où j'étais dans ce gouvernement [...], il n'y a jamais personne qui est venu me voir pour me parler de projets en échange de contributions financières, de tout ce qu'on lit parfois dans les journaux », a-t-il dit.

La Presse canadienne

# AIRFRANCE



## LA FRANCE EST DANS L'AIR



### UN RÉSEAU ÉBOURIFFANT

Plus de 1000 destinations grâce à l'un des plus vastes réseaux au monde avec KLM et nos partenaires SkyTeam.

# ACTUALITÉS

AIDE MÉDICALE À MOURIR

## Malaise autour de l'autoadministration

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Le projet de loi fédéral ouvre la porte, Québec la refermerait immédiatement. Pour le Collège des médecins du Québec (CMQ), pas question de laisser les patients partir à la maison avec une prescription létale pour se l'administrer sans supervision médicale.

Le « modèle de l'Oregon, c'est l'histoire d'horreur que nous ne pouvons pas tolérer au Québec », tranche le secrétaire du CMQ, le Dr Yves Robert. Dans cet État américain, les patients ont accès à l'aide au suicide sous forme d'une prescription d'une substance mortelle qu'il leur est possible de prendre au moment qui leur convient.

Cet aspect de la loi interpelle aussi le gériatre David Lussier. « Ce n'est pas l'idée de la mort dans la dignité sous-entendue dans la loi, dit-il. De plus, ça met des substances létales en circulation. Ça règle plutôt le problème des médecins qui ne se sentent pas à l'aise de l'administrer », observe le membre de la Commission sur les soins de fin de vie.

**Cette manière**

**de faire ferait**

**l'affaire de**

**«médecins**

**qui voudraient**

**s'en laver les**

**main», selon**

**le Dr Robert**

de faire ferait l'affaire de «médecins qui voudraient s'en laver les mains». « Ça me fâche énormément, car ça va totalement à l'encontre de l'esprit de la loi, qui est d'offrir un soin à un patient et de l'accompagner jusqu'aux derniers moments. »

Il relate que l'expérience de l'Oregon a donné lieu à des dérapages, notamment des personnes pour qui la mort n'est pas venue comme prévu et qui ont dû être admises à l'hôpital d'urgence. « De plus, qu'est-ce qui nous dit que cette ordonnance serait consommée par la bonne personne au bon moment? C'est une question de sécurité », dit le Dr Robert.

### Un cheminement graduel

Comment la loi fédérale pourrait-elle changer la façon dont l'aide médicale à mourir est pratiquée au Québec? Le Dr Robert, comme d'autres observateurs, voit d'abord une ouverture plus grande en matière d'accès. « Au Québec, nous avons exclu d'ouvrir l'aide médicale à mourir pour la seule raison d'avoir un handicap, car il faut garantir la protection des personnes vulnérables », explique-t-il. Mais le projet de loi fédéral retient le handicap comme critère d'admissibilité, à condition de satisfaire les autres critères, dont ceux de souffrances intolérables et de mort raisonnablement prévisible. « En principe, une personne vivant avec un handicap qui aurait aussi une affection mettant sa vie en péril, comme une infection, deviendrait admissible, interprète le Dr Robert. Il y a là une zone grise qui était d'emblée exclue dans la loi québécoise. »

Le concept de mort prévisible, par rapport à celui de fin de vie utilisé dans la loi québécoise, peut aussi élargir l'admissibilité des patients. « On peut penser qu'une personne avec une sclérose latérale amyotrophique pourrait devenir admissible avec la loi fédérale », dit le Dr Robert.

Le projet de loi fédéral ouvre aussi la porte à l'administration de l'aide à mourir par les infirmières praticiennes spécialisées. Le Dr Robert ne croit pas que Québec doive l'autoriser pour autant. « Nous avons assez de médecins qui acceptent de le faire pour l'instant », dit-il.

Il se réjouit que le fédéral se penche, au cours des prochaines années, sur les cas beaucoup plus délicats, éthiquement parlant, des personnes mineures ou inaptes, ainsi que sur les directives médicales anticipées.

Ces dernières sont au cœur des préoccupations de la population sur l'aide médicale à mourir, observe le Dr George L'Espérance, qui préside l'Association québécoise pour le droit de mourir dans la dignité. « Les gens veulent savoir s'ils y auront accès advenant une maladie cognitive dégénérative comme l'alzheimer. C'est ce dont on nous parle le plus, et nous devons faire face à cette question éventuellement. »

Le Devoir

**Lire aussi** Prudence mal dosée. L'éditorial de Manon Cornéliier. Page B 4

## Kay Carter... inadmissible?

La fille de Kay Carter affirme qu'en vertu du projet de loi fédéral sur l'aide à mourir, sa mère n'aurait pas été admissible. Le combat de Kay Carter, épaulée par sa fille Lee, est derrière la contestation judiciaire qui est à l'origine de l'arrêt Carter de la Cour suprême.

Se disant fâchée, triste et déçue, Lee Carter a exprimé au magazine *Maclean's* sa sincère déception. Souffrant d'une maladie neurologique, Kay Carter, âgée de 89 ans, vivait avec des souffrances « persistantes » et « intolérables », comme l'exige le projet de loi pour être admissible à l'aide à mourir, mais sa mort naturelle n'était pas « devenue raisonnablement prévisible ». M<sup>me</sup> Kay Carter a obtenu l'aide médicale à mourir en Suisse en 2010. « C'est décevant, nous avons été surpris par cette frilosité de la loi », opine le Dr George L'Espérance, le président de l'Association québécoise pour le droit de mourir dans la dignité.

## Le démantèlement de l'arsenal pénal conservateur se poursuit

La Cour suprême invalide deux autres réformes de Stephen Harper

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Un autre pan de l'héritage juridique de Stephen Harper s'est effondré vendredi à la Cour suprême du Canada alors que les juges ont invalidé une seconde peine minimale qu'il avait instaurée. Le revers donne au gouvernement de Justin Trudeau un argumentaire puissant pour réviser dans son ensemble — et possiblement défaire — la réforme conservatrice en matière de justice pénale.

Deux causes se trouvaient devant les juges. La première concerne Joseph Ryan Lloyd, un toxicomane et trafiquant de drogue de Vancouver. Accro notamment à la cocaïne et à l'héroïne, M. Lloyd vendait des substances pour « satisfaire son besoin de consommation » et non pour s'enrichir. Il a été reconnu coupable une première fois de possession de méthamphétamine pour en faire le trafic. Un mois après sa remise en liberté, il a été de nouveau arrêté en possession de drogues dures. En vertu d'une loi instaurée par les conservateurs de Stephen Harper, cette infraction passée le condamnait à une peine minimale d'emprisonnement d'un an.

Les juges de la majorité font valoir qu'on peut imaginer une foule de cas de figure où la peine minimale serait démesurée. Ces scénarios « raisonnablement prévisibles » les conduisent à invalider la loi (même si, dans le cas de M. Lloyd, la peine d'un an est maintenue).

La majorité évoque le cas d'un toxicomane qui aurait partagé avec sa conjointe une petite quantité de cocaïne et qui écoperait d'un an de prison « parce qu'il a déjà été reconnu coupable de trafic, une seule fois, neuf ans auparavant, après avoir partagé de la marijuana lors d'une réunion sociale ». « La plupart des Canadiens seraient consternés » par une telle peine, est-il écrit.

Ce concept de scénarios « raisonnablement prévisibles » a été élaboré dans un précédent jugement rendu il y a exactement un an. La Cour suprême avait alors invalidé une peine minimale conservatrice s'appliquant aux armes à feu en évoquant le cas hypothétique d'une veuve qui écoperait de trois ans de prison pour avoir omis de renouveler l'enregistrement des armes de son époux.

À l'époque, les juges y étaient allés d'une charge à fond de train contre les peines minimales en général. Plusieurs juristes avaient prédit que ce jugement, le jugement *R. c. Nur*, ferait école. De fait, dans leur arrêt de vendredi, les juges le citent abondamment, ce qui laisse présager d'autres invalidations.

Chez les conservateurs, on déplore que ce revers plombe leur héritage. « C'est une déception », a dit le député Alain Rayes, qui estime que M. Lloyd « n'est pas le genre de personne qu'on souhaite avoir dans les rues ». « Les libéraux renvoient tout ce que les conservateurs ont fait [...]. Ils ont un objectif clair, c'est d'anéantir dix années des conservateurs. » C'est une erreur, selon M. Rayes, car les gens « sont au même diapason » que les conservateurs.

Le bloquiste Luc Thériault abonde dans le même sens, mais s'en réjouit. « Le gouvernement est en train de défaire ce que le populisme conservateur essayait de faire, peu importe si ça allait à l'encontre de la Charte. »

### Ménage en vue

Ce n'est que la troisième fois de son histoire que la Cour suprême invalide une peine minimale, mais deux de ces trois cas concernent des lois adoptées sous le régime de Stephen Harper. Le gouvernement conservateur s'était souvent fait reprocher de présenter des lois inconstitutionnelles dans le seul but de plaire à un électoral lui étant favorable.

C'est pour cette raison que Justin Trudeau a

promis de faire le ménage dans le Code criminel. La lettre de mandat de sa ministre de la Justice lui demande de « réviser les changements apportés depuis dix ans à notre système de justice pénale ainsi que les réformes de la détermination des peines apportées ».

Vendredi, M. Trudeau a indiqué que cet autre jugement le confortait dans sa volonté d'aller de l'avant. « Il y a des cas où les peines minimales sont pertinentes », a-t-il dit, évoquant celles instaurées par des gouvernements libéraux. « Mais il y a une impression générale, renforcée par cette décision de la Cour suprême, que les peines minimales instaurées par le précédent gouvernement dans un certain nombre de cas vont trop loin. C'est là-dessus que nous réfléchissons. » Il a indiqué qu'il aurait plus de choses à dire « dans les jours et les semaines à venir ».

Du côté du NPD, on s'impatiente, estimant que cette réforme tarde. « On parle de quelques semaines depuis déjà six mois », déplore le député Guy Caron.

### Une deuxième invalidation

La seconde cause tranchée vendredi par la Cour suprême concernait Hamidreza Safarzadeh-Markhali, un homme qui n'avait pas eu le droit d'être libéré en attendant son procès car il avait déjà un casier judiciaire. Lors de la détermination de la peine, le juge prend en compte le temps passé derrière les barreaux avant un procès et le majoré généralement de 50%. Mais en vertu d'une loi adoptée par les conservateurs en 2009, cette majoration n'est pas autorisée si la remise en liberté a été refusée pour cause d'antécédents judiciaires. La Cour suprême a aussi invalidé cette loi parce qu'elle ne prend pas en compte les cas particuliers. La cause était théorique car M. Safarzadeh-Markhali a déjà été renvoyé en Iran.

Avec Marie Vastel  
Le Devoir

La ministre responsable de la Condition féminine, Lise Thériault, a appelé les partis d'opposition à ne pas faire de « la partisanerie à outrance » en matière de condition féminine.

### CONDITION FÉMININE

## Les partis d'opposition demandent réparation au nom des femmes du Québec

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

L'élue péquiste Carole Poirier a dénoncé sans retenue vendredi la « politique économique et sociale ouvertement antifemmes » du gouvernement libéral. « Ne jouons pas sur les mots : depuis deux ans, ce gouvernement s'emploie à mettre en œuvre des actes de violence et de discrimination sexistes, qui peuvent être physiques, psychologiques, verbaux, économiques, sexuels, sociaux et politiques », a-t-elle lancé rapidement après le coup d'envoi de l'étude des crédits dévolus à la Condition féminine. Le ton était donné.

La liste des programmes visant à favoriser l'émancipation des femmes endommagés au cours du redressement des finances publiques « est longue » : « Chapeau, les filles! », « À l'égalité pour décider », « Mauriciennes d'influence », a souligné M<sup>me</sup> Poirier. « L'élection d'un gouvernement libéral à la tête du Québec a marqué le tournant de l'austérité et le recul des conditions de vie des femmes du Québec. »

Autre exemple : les femmes ont

mis la main sur à peine 20% des emplois créés au Québec en 2015, a-t-elle mentionné, citant un rapport d'étude de LR des centres de femmes du Québec.

Le réquisitoire antiaustérité de la porte-parole de l'opposition officielle en matière de Condition féminine a fait sursauter les élues libérales Marie-Claude Nichols, Nicole Ménard et Véronique Tremblay. « Wow! Je suis sans mots. [...] Je n'en reviens tout simplement pas », a dit M<sup>me</sup> Nichols, frappée d'indignation. Ce type de dérapage verbal de la députée d'Hochelega-Maisonnette nuit à « la cause des femmes », est-elle d'avis. « Je m'adresse à ma fille, qui a 15 ans. Je ne suis pas sûre qu'elle va avoir le goût de faire de la politique si elle regarde ce qui se passe ici aujourd'hui », a dit l'ex-mairesse de la ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot.

La ministre responsable de la Condition féminine, Lise Thériault, a aussi appelé les partis d'opposition à ne pas faire de « la partisanerie à outrance » en matière de condition féminine. La vice-première ministre s'était pourtant dérite, quelques minutes plus tôt, comme « la meilleure alliée des femmes ».

### Des conservateurs à Québec?

Le programme des libéraux de l'équipe Couillard en matière de Condition féminine est la « même chose » que celui des conservateurs de l'équipe Harper chassée du pouvoir en novembre dernier, a lâché la présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), Mélanie Sarazin, à la sortie de l'Assemblée nationale.

Elle a été « choquée » de constater de visu que M<sup>me</sup> Thériault se distancie de la « vision féministe de l'égalité entre les hommes et les femmes » en « gard[ant] les yeux fermés » sur les impacts des coupes budgétaires dans les programmes voués notamment à la santé et à l'éducation des femmes. « On est en train de mourir », a-t-elle laissé tomber. M<sup>me</sup> Sarazin a exhorté, en vain, le gouvernement libéral « de tout remettre ce qui a été coupé, point à la ligne ».

« À l'échelle du gouvernement, ces coupes-là sont des économies de bouts de chandelles, qui ont des conséquences dramatiques sur le pouvoir d'agir des organismes de défense des droits des femmes », a ajouté la directrice générale du Conseil d'intervention pour l'accès

des femmes au travail (CIAFT), Nathalie Goulet.

L'élue solidaire Manon Massé a fait valoir vendredi que les femmes méritent réparation « en cette année de surplus budgétaire », puisqu'elles étaient les « premières victimes » de l'atteinte du déficit zéro.

### Mononcle Guy?

Mesdames Poirier et Massé ont reproché au président de la Commission des institutions, Guy Ouellet, d'avoir accordé un droit de parole jeudi à la députée Marie Montpetit après avoir souligné qu'elle pourra ajouter une « touche féminine » aux échanges. « Le discours de mononcle, on n'est plus capables. Alors, il faut que ça arrête », a fait valoir M<sup>me</sup> Poirier. « Ça, c'est le quotidien », a poursuivi M<sup>me</sup> Massé, invitant toutefois les médias à ne « pas monter ça en épingle ».

M<sup>me</sup> Thériault a quant à elle déploré que M<sup>me</sup> Poirier ait « ri » du député Marc H. Plante, qui a été le premier élu libéral à prendre la parole lors de l'étude des crédits octroyés la Condition féminine. « Je trouve ça dommage! »

Le Devoir

# PRIMAIRES: LA BATAILLE DE NEW YORK

Les Afro-Américains, qui forment 13% de l'électorat états-unien, représentent un appui crucial pour qui veut remporter les primaires démocrates, puis la Maison-Blanche

Si Hillary ne semble pas soulever le même enthousiasme que son mari, un sondage lui concède les deux tiers des intentions de vote des Afro-Américains de l'Empire State

La « machine Clinton » est si forte qu'elle avait réussi à obtenir la faveur de celle de Harlem aux primaires de 2008, et son opposant n'était nul autre que Barack Obama...

L'État dans son ensemble vote massivement et invariablement «bleu» depuis la présidentielle de 1988

À l'échelle de l'Empire State, les sondages mettent Trump largement en tête parmi les républicains, avec environ 53% des intentions de vote

À Manhattan, dans un campus résolument à gauche de surcroît, être républicain et conservateur est un stigmate qui peut valoir son lot d'insultes et de discrimination



ISTOCK

## Harlem, fief des Clinton

### L'ex-sénatrice de New York tente de conserver son avance auprès de la communauté noire

TEXTES:  
JEAN-FRÉDÉRIC  
LÉGARÉ-TREMBLAY  
à New York



Justin Sullivan/Agence France-Press  
Hillary Clinton, candidate aux primaires du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de 2016.

#### Les délégués en jeu

**Républicains:** 95  
4<sup>e</sup> État en importance pour le nombre de délégués

**Démocrates:** 233  
Excluant les superdélégués, qui ne sont pas liés par le résultat

2<sup>e</sup> État en importance pour le nombre de délégués

Chez Sylvia's, la mecca du *soul food* sise sur le boulevard Malcolm X, au cœur de Harlem, les murs sont tapissés de photos de politiciens. Normal, le *diner* est un passage obligé pour tous les candidats qui courtisent les électeurs du quartier. « Vous avez un *nos cadres*? » demande la caissière au moment de facturer l'assiette de gaufres et de poulet frit. *On en a un avec Bill Clinton!* »

C'est que celui que l'écrivaine afro-américaine Toni Morrison a surnommé le « premier président noir » des États-Unis jouit encore d'une popularité immense dans Harlem. Le fait qu'il y ait installé ses bureaux après sa présidence, sur le boulevard Martin Luther King, ne lui a certainement pas nuï.

Et à l'ancienne première dame non plus, pour qui le nom « Clinton » ne peut être qu'un atout dans cette communauté. « Je suis une grande fan de Hillary », confie Carla Wright, une Noire de 38 ans qui habite et travaille dans Harlem pour le gouvernement de l'État. « C'est une femme, on connaît les Clinton et j'apprécie les politiques de Bill. J'ai confiance qu'elle poursuivra son œuvre, avec ses nuances à elle. »

Au local électoral de « Hillary » dans Harlem, Kathleen McCadden, une Noire de 30 ans originaire de Virginie, porte fièrement son t-shirt « I miss Bill ». « Nous l'adorons! lance-t-elle en épinglant des affiches « Hillary » sur les murs du local. Et ce n'est pas juste parce qu'il joue du saxophone! Il a du charisme, il serre les gens dans ses bras, il mange notre bouffe [le *soul food*], il vient de l'Arkansas [un État du Sud qui compte beaucoup d'Afro-Américains] et il a été le premier président à faire de réels efforts pour s'atteler le caucus noir au Congrès. »

#### Proche de Bill

Et Hillary dans tout ça? « Les gens savent qu'elle est proche de Bill et de ses politiques », répond Ny Whitake, une entrepreneuse de Harlem âgée de 41 ans qui travaille pour la campagne de la démocrate. « Elle n'est pas Bill, elle a ses problèmes, elle n'est pas aussi chaleureuse et ne serre pas les gens dans ses bras, mais c'est O.K. »

Même si Hillary ne semble pas soulever le même enthousiasme que son mari dans la communauté, un récent sondage lui concède néanmoins les deux tiers des intentions de vote des Afro-Américains à travers l'Empire State, contre un tiers pour Bernie Sanders. Cette avance n'est pas aussi écrasante que dans les primaires du Sud, où Clinton a raté en moyenne 73% du vote noir, mais reste difficilement surmontable.

Ici, pas de mystère, selon Bill Perkins, l'un des rares po-



Jean-Frédéric Légaré-Tremblay/Le Devoir  
Kathleen McCadden, une Noire de 30 ans originaire de Virginie, porte fièrement son t-shirt « I miss Bill ». « Nous l'adorons! »

liticiens locaux qui appuient Bernie Sanders. « Les Clinton sont implantés dans la ville de New York et auprès des personnes de couleur depuis longtemps. Mais... qui est Bernie? Moi, je le connais, mais les gens de Harlem ne le connaissent pas! C'est le nouveau joueur sur la scène. C'est dommage qu'il n'ait pas eu le temps de se familiariser avec le quartier », confie au *Devoir* le représentant de Harlem au Sénat de l'État de New York lors de l'ouverture du bureau de campagne de Sanders dans le quartier.

#### L'appui des bonzes locaux

La machine politique de Harlem, qui a été pendant des décennies le centre nerveux de la *black politics* aux États-Unis, a perdu de son influence au fil des ans. N'empêche, Hillary Clinton et son mari ont longtemps et patiemment cultivé leurs liens avec ses leaders. La « machine Clinton » est si forte qu'elle avait même réussi le tour de force d'obtenir la faveur de la machine politique de Harlem lors des primaires de 2008, alors que son opposant n'était nul autre que Barack Obama...

Aujourd'hui, l'ancienne sénatrice de New York conserve l'appui des bonzes locaux tels que le vieux routier et représentant au Congrès Charles Rangel, l'influent révérend Calvin O. Butts III, de l'Abbyssinien Baptist Church, et la conseillère municipale Inez Dickens.

Lorsqu'on lui demande les raisons de son appui à l'ex-première dame, la conseillère Dickens répond tout de go qu'elle a derrière elle une longue histoire de collaboration avec « Hillary ». « J'ai connu Hillary Clinton en 1996 alors qu'elle était la première dame et qu'elle œuvrait auprès des communautés qui n'avaient pas suffisamment de financement en éducation — comme bien des communautés de cou-

leur. Clinton a ensuite été ma sénatrice à Washington [de 2001 à 2009]. Nous avons appris à nous connaître », explique-t-elle au *Devoir*.

Malgré le préjugé favorable dont elle jouit dans cette communauté, Hillary Clinton ne tient rien pour acquis. Les Afro-Américains, qui forment 13% de l'électorat américain, représentent un appui crucial pour qui veut remporter les primaires démocrates et, ensuite, la Maison-Blanche.

Voilà pourquoi la candidate a notamment lancé sa campagne new-yorkaise dans Harlem au Apollo, une salle de spectacle mythique de la culture noire, et fait la tournée des églises noires de la ville. En mettant le problème du racisme au cœur de ses discours, elle martèle que son rival du Vermont a voté en 2005 pour une loi qui donne une quasi-immunité à l'industrie des armes à feu, une question très sensible dans la communauté noire.

#### Une loi sur le crime

Le camp Sanders, qui tente de faire une percée dans cet électoral, rétorque que l'ancienne première dame a été complice d'une loi sur le crime adoptée sous la présidence de son mari, en 1994, et qui revient aujourd'hui au cœur du débat électoral. Cette loi, qui a permis de mettre plus de policiers dans les rues et d'ériger plus de prisons, est jugée responsable de l'emprisonnement massif des Noirs par ses critiques.

#### En bleu foncé

Harlem est un territoire bleu très foncé. Lors de la dernière présidentielle, en 2012, Barack Obama y a remporté « ce qui est très près d'un vote unanime », écrivait alors *The New York Times*. Cette préférence, il ne la devait pas nécessairement à la couleur de sa peau (bien que sa popularité ait fait grimper le taux de participation des Noirs), car l'ensemble des Afro-Américains à travers le pays jette son dévolu, élection après élection, sur les démocrates dans des proportions stratosphériques.

sonnement massif des Noirs par ses critiques.

Après des débuts tendus, la campagne de Bernie Sanders a aussi réchauffé ses liens avec Black Lives Matter, un groupe militant qui manifeste depuis 2013 contre le profilage racial et la violence policière contre les Afro-Américains.

#### Un vibrant plaidoyer

Erica Garner, proche du groupe et fille d'un homme noir qui a été étranglé à mort par des policiers de New York en 2014, est d'ailleurs venue déclamer un vibrant plaidoyer en faveur de Sanders lors de l'ouverture de son bureau électoral dans Harlem. « Bernie n'est pas notre sauveur, mais il est le seul candidat qui n'a pas peur de s'en prendre aux politiques racistes », a-t-elle lancé, avant de crier avec la foule « Bern! Fire! Bern! Fire! Bern! Fire! ».

Selon Inez Dickens, il est possible que les plus jeunes au sein de la communauté noire soient séduits par le discours militant de Bernie Sanders, mais chez les plus âgés, la méfiance règne. « Ce n'est pas que la communauté afro-américaine soit à ce point enchantée par Hillary Clinton et qu'elle croie qu'elle a la solution à tous les problèmes, concède-t-elle. Mais ils ont peur du discours de Sanders, qui semble trop beau pour être vrai, et qui l'est généralement. »

Le Devoir



Jean-Frédéric Légaré-Tremblay/Le Devoir  
Dylan Perera, Kelsey Trumbach, Eli Nachmany et Ben Swinehart, des College Republicans de la New York University, qui a la réputation d'être l'un des campus les plus à gauche des États-Unis. Les républicains ne sont pas *persona non grata* dans la mégapole, mais presque.

## Le village républicain au cœur de l'empire démocrate

### Jeunes, éduqués, new-yorkais et républicains. Et fiers de l'être.

À un théâtre, on dirait que Kelsey Trumbach joue un rôle de composition. Jeune femme, hispanique, new-yorkaise, étudiante en politiques de santé mondiale et... présidente des College Republicans de la New York University, qui a la réputation d'être l'un des campus les plus à gauche des États-Unis. Pour la première new-yorkaise, entre Ted Cruz et Donald Trump son cœur balance, maintenant que Jeb Bush, son préféré, n'est plus dans la course.

Mais... pourquoi? L'étudiante de 21 ans originaire de Miami répond, calme et tout sourire, qu'elle aime combattre les stéréotypes. « Les gens ne s'attendent pas à ce que je me déclare républicaine. Ou que je dise dans mes classes de santé mondiale que je suis contre l'avortement. Ou me regarde comme si j'étais dingée, comme si je ne devais pas être dans un tel programme. Mais c'est faux parce que les gens peuvent — et doivent — avoir des points de vue différents. C'est sain. »

Assis sur un banc de Washington Square, au cœur du campus de la New York

University dans Greenwich Village, Kelsey et ses trois confrères conservateurs des NYU College Republicans savent qu'ils sont ici une minorité. Histoire de le leur rappeler, une jeune joggeuse portant un t-shirt « The Future is Feminine » courrait en boucle sur le square et un gribouillis à la craie « *Deport Trump 2016* » les narguait sur le trottoir.

Dans cette mégapole de 8,4 millions d'habitants, seulement 470 000 électeurs sont inscrits en tant que républicains. Les démocrates, eux, sont 3,1 millions.

Et l'État dans son ensemble vote massivement et invariablement «bleu» depuis la présidentielle de 1988. En 2012, Barack Obama l'avait remporté contre Mitt Romney avec 63% des voix. Et dans la Grosse Pomme: avec 81%.

#### Persona non grata en ville

Pas que les républicains soient *persona non grata* dans la mégapole, mais presque. Fils du Queens et roi de l'immobilier à Manhattan, Donald Trump n'y a pratiquement pas mis les pieds pen-

dant la campagne, même si son quartier général est juché au sommet de la tour de verre noir qui porte son nom sur la 5<sup>e</sup> Avenue. Il mise surtout sur les banlieues, le nord et l'ouest de l'État, où l'économie plombée par la désindustrialisation représente pour lui un terreau électoral plus fertile.

Quant à Ted Cruz, qui a soulevé l'ire des locaux pour avoir vilipendé les «valeurs de New York» (lire: progressistes), ses chances sont plus minces et il s'est donc limité à quelques événements peu connus. John Kasich, loin derrière dans la course aux délégués, s'en est lui aussi tenu à quelques événements, aussi peu achalandés.

À l'échelle de l'Empire State, les sondages mettent Trump largement en tête parmi les républicains, avec environ 53% des intentions de vote. Suivent, loin derrière, Kasich (22%) et Cruz (18%).

Tout ce que tentent de faire ces derniers est d'empêcher Trump d'amasser plus de 50% du vote, ce qui, dans les régions particulières au camp républicain dans

# 470 000

C'est le nombre d'électeurs inscrits en tant que républicains à New York. Ils sont 3,1 millions inscrits du côté des démocrates.

New York, permettrait au vainqueur de cueillir encore plus de délégués.

#### Pas de «mystère Trump»

Est-ce qu'il y a là un «mystère Trump»? «Pas du tout!» lance Dylan Perera, le seul partisan du milliardaire parmi les quatre. Les médias l'ont dépeint comme un radical fou d'extrême droite; or, même *The New York Times* a reconnu que ses positions sont pour la plupart modérées.

À moins d'y être forcé, «The Amazing Donald» ne parle à peu près jamais de l'avortement, du mariage gai ou d'autres questions chères aux conservateurs sociaux comme Ted Cruz, fait remarquer Eli Nachmany, un étu-

blic de «raciste» et de «fasciste». «D'autres partisans de Trump ont même vu leur allégeance être dévoilée en classe par un professeur et se font ridiculiser.»

«Lorsque tu es un conservateur, on te dit, dès que tu arrives à l'université, de ne pas laisser les professeurs le savoir. Tu alors de l'assurer que c'est O.K. pour eux que tu le sois. Autrement, il y a la crainte qu'ils baissent les notes», renchérit Kelsey, qui affirme essuyer de sales regards dans les couloirs et les ascenseurs lorsque ses allégeances politiques sont détectées.

#### Un parti en santé

Dans ce contexte tendu et polarisé, qu'ils observent aussi à l'échelle nationale, les quatre étudiants se désolent de la pauvreté du débat politique. «C'est ça, le problème: on ne parle pas des enjeux et des politiques, on parle de l'apparence de Heidi Cruz et de Melania Trump, de la taille des parties génitales des candidats et de choses stupides comme ça!» s'indigne Ben Swinehart, un étudiant de 22 ans en gestion et finances qui a jeté son dévolu sur Ted Cruz.

Mais n'est-ce pas en partie la faute des candidats eux-mêmes, qui insultent la femme de leur adversaire un jour et font obliquement référence à leurs parties génitales le lendemain?

«Trump a récemment dévoilé son plan expliquant comment il comptait faire payer Mexico pour le mur qu'il veut voir construire à la frontière. Personne n'en a parlé, intervient Eli. Trump a aussi rendu public son programme en santé il y a deux mois. Personne n'en a parlé non plus, sinon certains qui ont crié: «Oh, c'est de la médecine socialisante!» Avons-nous la plupart des postes de gouverneurs et les législateurs d'État à travers le pays. Et dans les primaires, le taux de participation est nettement plus élevé chez les républicains que chez les démocrates dans tous les États qui ont voté», rappelle Eli.

«C'est sain dans un parti d'avoir des divisions, de voir différentes visions s'affronter», conclut Ben, certain qu'au terme des primaires, quelqu'un saura rassembler les «conservateurs», les «nationalistes-poulistes», les «centristes» et «l'establishment», toutes les factions réunies sous la tente républicaine.

#### Intimidation et discrimination

Mais au cœur de Manhattan, dans un campus qui penche résolument à gauche de surcroît, être républicain et conservateur est un stigmate qui peut valoir son lot d'intimidation et de discrimination, assurent les quatre républicains. Le pro-Trump Dylan Perera a fait les plateaux de CNN et de Fox News pour dénoncer ce qu'il perçoit comme deux poids, deux mesures dans un campus qui se targue pourtant d'être tolérant et ouvert à la diversité.

L'étudiant de 22 ans inscrit dans un programme de génie affirme qu'on l'a traité en pu-

Le Devoir

# PRIMAIRES DE NEW YORK

## Le Tea Party de la gauche

Le Working Families Party veut faire triompher l'aile progressiste du Parti démocrate

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY  
à New York

**P**erché dans son bureau de Brooklyn, non loin de l'East River qui le sépare du Financial District de Manhattan, Dan Cantor admet sans ambages qu'il a été renversé par l'ampleur de la vague progressiste soulevée par Bernie Sanders. « Elle est bien plus grosse qu'on ne l'avait cru, dit-il. Et elle nous montre qu'il y a aujourd'hui un auditoire plus vaste et réceptif que jamais à ses idées. »

Directeur national du Working Families Party (WFP), une formation de gauche qu'il a cofondée en 1998, Dan Cantor veut nourrir cette vague afin de catapulte le Parti démocrate vers la gauche. Exactement comme l'a fait le Tea Party avec le Parti républicain, mais vers la droite. « Nous voulons être le Tea Party de la gauche, clame-t-il. Nous pouvons être en parfait désaccord avec leurs positions, mais on ne peut que reconnaître qu'ils sont parvenus à amasser beaucoup de pouvoir en peu de temps et qu'ils ont réussi à pousser les républicains loin à droite. »

Selon lui, le fruit est mûr pour une renaissance du progressisme américain. La stratégie du Parti démocrate, qui a été de gouverner « juste un millimètre à gauche du Parti républicain » sous l'assaut constant de la droite pendant une quarantaine d'années, a fait long feu. « Sanders a montré que ça ne rallie plus les gens, du moins pas les jeunes,

estime M. Cantor. Les mouvements sociaux [Occupy, Black Lives Matter, etc.] jouent un plus grand rôle depuis la crise de 2008, ce qui suggère qu'il y a une prise de conscience que les inégalités sont devenues la caractéristique principale de l'économie politique américaine. »

Le WFP a ainsi, entre autres chevaux de bataille, l'accroissement des fonds publics pour l'éducation, pour les plus pauvres, pour la création d'emplois et pour les infrastructures, et la hausse des impôts pour les plus riches.

### Candidats progressistes

Le WFP n'est pas un tiers parti officiel comme le Parti vert ou le Parti libertarien, des formations qui, selon Dan Cantor, sont réservées aux « idiots » ou aux « rêveurs » qui vouent leur cause à l'échec dans ce système farouchement bipartisan. « Nous voulons influencer ce qui se passe au gouvernement. Et la gauche ne peut pas uniquement se mobiliser sans arrêt dans la rue. Il faut remporter des élections et gouverner », affirme celui qui a travaillé pour la campagne présidentielle du révérend Jesse Jackson en 1988.

Leur stratégie principale, identique à celle du Tea Party, est de battre les démocrates de l'establishment avec des candidats progressistes lors des primaires. « Si nous réussissons cela dans suffisamment de campagnes électorales, nous allons changer la façon dont les démocrates gouvernent », assure Dan Cantor.

La formation de gauche a déjà plusieurs victoires en banque. Au fil des années 2000, l'organisation est notamment parvenue à faire élire près d'une dizaine de ses candidats au conseil municipal de New York, mettant ainsi la table pour la victoire du progressiste Bill de Blasio à la mairie en 2013.

Pour la primaire démocrate de New York, la machine électorale du WFP pousse à la roue pour « Bernie » en faisant du pointage, du porte-à-porte, en mobilisant les foules lors des activités de campagne et en lui négociant des appuis parmi les élus locaux. Elle fait la même chose dans tous les États où l'organisation est active.

### Du local au national

Le WFP est présent dans 11 États américains. Mais



JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY LE DEVOIR  
Dan Cantor, directeur national du Working Families Party. Selon lui, le WFP n'est pas un tiers parti officiel comme le Parti vert ou le Parti libertarien, des formations réservées aux « idiots » ou aux « rêveurs » qui vouent leur cause à l'échec dans un système farouchement bipartisan.

Dan Cantor espère voir sa formation essayer dans une vingtaine d'États d'ici cinq ans. Ce n'est qu'à ce moment, selon lui, qu'elle pourra être un joueur national et influencer la politique à Washington.

Pour l'instant, le WFP travaille essentiellement à l'échelle municipale et des États, où les deux tiers des fonds publics (excluant la défense) sont dépensés aux États-Unis, rappelle-t-il.

« C'est énormément d'argent, et beaucoup plus proche de la vie des gens. Aux États-Unis, tout ce qui a été fait de bon — assurance-chômage, sécurité sociale, etc. — a commencé dans quelques États. Tout comme l'assu-

rance maladie universelle au Canada, qui a débuté en Saskatchewan. »

La politique canadienne est d'ailleurs une source d'inspiration pour Dan Cantor, qui y voit un modèle de social-démocratie qu'il voudrait bien voir émuler aux États-Unis.

Les fondateurs du parti entretiennent aussi, depuis les débuts, quelques liens avec le Nouveau Parti démocratique et l'Institut Broadbent, un think tank progressiste canadien, confie M. Cantor.

Mais du côté sud du 49<sup>e</sup> parallèle, il constate que la gauche reste très faible. « Il nous reste beaucoup de chemin à parcourir », reconnaît-il.

Le Devoir

« La gauche ne peut pas uniquement se mobiliser dans la rue. Il faut remporter des élections et gouverner. »

Dan Cantor, directeur national du Working Families Party

## 10 millions

C'est le budget annuel du Working Families Party, qui compte quelque 70 employés, en plus de nombreux travailleurs à temps partiel.

# LE DEVOIR DE DÉBATTRE

## 15 ans après le rapport Larose, le français est-il en péril au Québec?

Animé par l'éditorialiste du Devoir  
Antoine Robitaille



- M<sup>e</sup> Frédéric Bérard**  
Constitutionnaliste et codirecteur de l'Observatoire national en matière de droits linguistiques
- Martine Desjardins**  
Présidente du Mouvement national des Québécois
- Anne Lagacé Dowson**  
Journaliste et commentatrice
- Christian Rioux**  
Correspondant du Devoir à Paris

Le mercredi 27 avril 2016, 19 h

Chapelle du Musée de l'Amérique francophone • 2, côte de la Fabrique, Québec  
Réservez au 418 643-2158 • Prix : 12 \$ (abonnés des Musées de la civilisation et étudiants 10 \$)



LE DEVOIR

L'inis



Les Amis du Devoir vous invitent à rencontrer les artisans du journal à l'occasion de la

## JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

### Invités spéciaux

**Brian Myles**  
Directeur du Devoir

Plaidoyer pour la presse indépendante; qu'attend l'État pour la soutenir?

### Conférence animée par

**Marie-Maude Denis**  
Animatrice et journaliste à l'émission Enquête



**Josée Blanchette**  
Chroniqueuse au Devoir

L'audace, la meilleure amie de la liberté dans une presse en santé



### Remise des prix

## LE DEVOIR DE LA PRESSE ÉTUDIANTE

ENTRÉE GRATUITE > MARDI 4 MAI 2016 À 19 H

À la Société des arts technologiques, 1201 boulevard Saint-Laurent, métro Saint-Laurent



LE DEVOIR  
LIBRE DE PENSER

N|A|T|I|O|N|A|L  
Partenaire sûr. Regard neuf.



## ACTUALITÉS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Le retour de Bixi annonce le printemps

Le système de vélopartage Bixi est de retour depuis vendredi dans les rues de Montréal. Le réseau comprend 5200 vélos et 460 stations sur le territoire montréalais, ainsi qu'à Longueuil et Westmount. La présidente du conseil d'administration de Bixi Montréal, Marie Elaine Farley, signale que cette année, le système Bixi sera gratuit tous les derniers dimanches du mois, à partir du 29 mai, durant une période de 24 heures pour tous les déplacements de moins de 30 minutes et selon les modalités de location habituelles. D'autre part, une nouvelle application mobile pour téléphones intelligents peut être téléchargée dès maintenant.

## Le ministre de la Culture doit s'absenter pour des raisons de santé

MARCO BÉLAIR-CIRINO  
Correspondant parlementaire  
à Québec

Le malheur s'abat une nouvelle fois sur le Conseil des ministres. Le premier ministre Philippe Couillard a dû vendredi relever temporairement de ses fonctions le ministre de la Culture et des Communications, Luc Fortin, qui connaît un ennui de santé sérieux.

Ordre de son médecin : M. Fortin, 33 ans, demeurera à l'écart de la colline parlementaire pour une période indéterminée. M. Couillard s'est dit « préoccupé » de l'état de santé du cadet de son équipe ministérielle. « [Il] a besoin de s'éloigner pour des raisons de santé. On n'entrera pas dans les détails. Il doit se reposer », a-t-il déclaré en marge d'une allocution devant la Chambre de commerce de Lévis.

M. Couillard s'est abstenu de hasarder la date de retour de M. Fortin — « un jeune homme très talentueux », selon lui — à l'Assemblée nationale afin de ne pas appliquer une pression sur lui. « On veut qu'il revienne bien. On ne veut pas qu'il revienne n'importe quand, tout de suite parce qu'il sent qu'on a besoin de lui », a-t-il affirmé.

Le chef du gouvernement a

LA PRESSE CANADIENNE  
Luc Fortin lors de la cérémonie d'assermentation le 28 janvier

confié temporairement ses responsabilités à l'ancienne titulaire du ministère de la Culture et des Communications, Hélène David, afin de « maintenir la direction et la stabilité des décisions » du gouvernement québécois.

Le Conseil des ministres a été ébranlé par une série de départs imprévus depuis le remaniement du 28 janvier dernier. M. Fortin avait accédé au Conseil des ministres à l'occasion de cet exercice de « rebrassage des cartes ». Moins d'un mois plus tard, il avait été élevé

## La chaise musicale ministérielle

26 février 2015 : Démission d'Yves Bolduc.

29 octobre 2015 : La vice-première ministre Lise Thériault se retire momentanément du Conseil des ministres.

28 janvier 2016 : Remaniement du cabinet libéral, qui passe de 26 à 28 membres. Pierre Moreau est évacué de l'Assemblée nationale en raison d'un malaise.

22 février 2016 : La maladie de Pierre Moreau entraîne la scission de son ministère. Le ministre de la Famille,

Sébastien Proulx, est nommé à l'Éducation, tandis qu'Hélène David prend les rênes de l'Enseignement supérieur. Luc Fortin se place derrière les commandes du ministère de la Culture.

2 avril 2016 : Le ministre des Finances, Carlos Leitão, remplace temporairement Sam Hamad à la tête du Conseil du trésor.

15 avril 2016 : Sur la recommandation de son médecin, Luc Fortin se retire du cabinet pour une durée indéterminée.

au rang de ministre de la Culture et des Communications à la suite du retrait temporaire de Pierre Moreau, affaibli par la maladie, de l'arène politique. « Vous conviendrez avec moi qu'on n'a pas grand contrôle sur ce genre d'événements », a affirmé M. Couillard vendredi, rappelant que M. Fortin était en pleine forme lors de son arrivée au Conseil des ministres.

Le rôle de ministre québécois est « exigeant », a souligné la vice-première ministre Lise Thériault vendredi. « On fait tous des grosses journées de

travail. [...] Demandez-moi si je suis essoufflée. Quelques fois, je vais vous répondre "oui" ! » M<sup>me</sup> Thériault avait été quitte pour un congé forcé de trois mois — de fin octobre à fin janvier — alors qu'elle dirigeait le ministère de la Sécurité publique.

Dans l'opposition, le député de Lac-Saint-Jean, Alexandre Cloutier, est cloué au lit. Il souffre d'une pneumonie.

Avec Robert Dutriscac  
et Dave Noël  
Le Devoir

## Fermetures de caisses Desjardins : cri d'alarme en Haute-Côte-Nord

ISABELLE PORTER  
à Québec

En Haute-Côte-Nord, des élus se mobilisent pour empêcher la fermeture de trois points de services des Caisses Desjardins à Longue-Rive, à Colombier et à Portneuf-sur-Mer. Ils craignent que ce départ crée un effet d'entraînement.

« Pour notre communauté, ce n'est pas juste un service de Caisse populaire, explique le maire de Longue-Rive, Donald Perron. On se bat pour garder notre village ouvert. »

Desjardins a pris la décision de regrouper ses services à Forestville, à 25 kilomètres de là. On invoque la faible utilisation des points de services, l'augmentation des transactions sur le Web, un discours entendu maintes fois ces dernières années un peu partout au Québec.

Or dans ce cas-ci, le niveau d'alerte est renforcé parce qu'il s'agit de trois municipalités dévitalisées. « Nous autres, on se bat pour nos églises, nos bureaux de poste, nos écoles et nos postes d'essence et là, les Caisses populaires viennent enfoncer le clou encore un peu plus. »

Le village de Longue-Rive compte un peu plus de 1200 habitants. Le maire Perron s'inquiète tout particulièrement

pour ses personnes âgées. « Ça touche les personnes les plus vulnérables. » Il craint surtout un effet d'entraînement. « Les gens qui vont aller au point de service de Forestville, ils vont en profiter pour aller au supermarché là-bas. Ils ne viendront pas à la coop alimentaire ici. »

## « Valeurs coopératives »

Cette semaine, les trois maires ont écrit au nouveau président du Mouvement, Guy Cormier, pour le sensibiliser à leurs problèmes. Ils rappellent au nouveau patron sa « déclaration visant à ramener Desjardins vers ses valeurs coopératives » et son souci des régions. Ils disent que « la colère gronde dans leur région », qu'ils « ne lâcheront pas » et « sont prêts à aller jusqu'au bout ».

Invité à préciser, M. Perron demande au moins un compromis comme un « service itinérant ». « On nous dit que la décision est irrévocable. Tout ce qu'on nous propose, c'est qu'une personne vienne une fois par semaine pour enseigner aux personnes âgées à utiliser les ordinateurs [et les sites] comme Accès D », déplore-t-il.

Les administrateurs locaux de la Caisse doivent s'expliquer lors d'une assemblée générale prévue pour le 26 avril. En attendant, le bureau natio-

nal de Desjardins a fourni au Devoir quelques explications vendredi. « Ce sont toujours des décisions qui sont difficiles à prendre pour les dirigeants de Caisses de ces municipalités-là », souligne la porte-pa-

role Valérie Lamarre. La présence de Desjardins sur la Côte-Nord est quand même plus élevée que celle de toutes les banques réunies », dit-elle en précisant que le réseau régional compte « une trentaine » de points de services.

A la grandeur du Québec, Desjardins compte 1078 points de services et 2083 guichets. C'est 29% de moins que ce qui était offert en 2010. Au cours de la même période, le nom-

bre de transactions au comptoir est passé de 125 millions à 89 millions par année. Au guichet, il est passé de 245 millions à 175 millions.

Le Devoir

## Airbnb : de l'air pour les locataires occasionnels

ISABELLE PORTER  
à Québec

Les règles du jeu pour les utilisateurs de plateformes comme Airbnb se précisent. La nouvelle loi, qui entrera en vigueur vendredi, permettra aux gens de louer leur propriété sans certification de façon ponctuelle pendant les vacances ou la durée d'un festival par exemple.

Sur son site Web, Tourisme Québec a précisé vendredi ce qu'il considérerait comme n'étant pas de l'hébergement touristique. Les gens qui offrent leur « maison à louer chaque année lors d'un seul festival », ceux qui louent leur condo pendant leurs vacances, ou leur chalet durant la semaine de relâche n'ont donc pas besoin d'avoir une certification.

« La publicité pour ces offres doit clairement démontrer que l'hébergement est disponible uniquement pendant cette période et une répétition de cette publicité serait considérée comme

régulière », signale toutefois Tourisme Québec sur son site Web (voir tous les détails au [www.tourisme.gouv.qc.ca](http://www.tourisme.gouv.qc.ca)).

Quant à ceux qui font de l'hébergement touristique dit « régulier », ils peuvent le faire seulement si la résidence se trouve dans un secteur de la ville où le zonage le leur permet (secteur touristique). L'hôte doit en outre obtenir une certification de la Corporation de l'industrie touristique, imposer les taxes et avoir une assurance en responsabilité civile de 2 millions de dollars.

Les règles rendues publiques vendredi précisent aussi la procédure. On apprend par exemple qu'il est interdit d'exploiter son établissement « en attendant d'obtenir une attestation de classification ». Rappelons que les gens qui ne respectent pas la loi s'exposent à des amendes de 2500\$ à 25 000\$ par jour.

Le Devoir

# Les jours allongent. Les nôtres aussi.

Vous êtes importants pour nous. C'est pourquoi nous avons décidé de prolonger les heures d'ouverture de nos services à la clientèle pour mieux vous servir.

## DÈS LE 25 JUIN

Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h 30  
Samedi et dimanche, de 9 h à 17 h

Aussi le  
1<sup>er</sup> juillet

Découvrez aussi nos nouveaux services en ligne et notre application mobile: [hydroquebec.com](http://hydroquebec.com).



MIEUX FAIRE  
chaque jour



## ACTUALITÉS

## Pas de zone d'impunité à Montréal, affirme le SPVM

JEANNE CORRIVEAU

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a réaffirmé vendredi qu'il n'existait pas de zone d'impunité dans la métropole, refusant ainsi les allégations selon lesquelles la direction aurait interdit à ses policiers de procéder à des arrestations dans Montréal-Nord.

Selon ce que rapportait *La Presse* dans son édition de vendredi, la haute direction du SPVM aurait approuvé une opération visant l'arrestation d'individus soupçonnés notamment de trafic de stupéfiants, avant de se raviser et d'autoriser les arrestations uniquement à l'extérieur des limites de Montréal-Nord. La direction aurait craint d'attiser les tensions raciales, selon les sources du quotidien.

«La direction du SPVM insiste sur le fait qu'il n'y a pas de zone d'impunité à Montréal. Il faut que ce soit clair dans l'esprit des gens, a indiqué le sergent Laurent Gingras, des relations médias au SPVM. Le fait qu'une opération soit en cours ne veut pas dire que c'est le bon temps pour la commenter.»

De passage à l'hôtel de ville, le ministre de la Sécurité publique, Martin Coiteux, s'est montré prudent: «J'ai pleinement confiance dans le professionnalisme du Service de police de la Ville de Montréal, qui doit faire respecter les lois et assurer la sécurité des citoyens. Comment

ils vont le faire sur leur territoire? Ça leur appartient.»

Quant au maire Denis Coderre, il a réitéré ne pas vouloir se mêler des décisions opérationnelles. «Les opérations policières relèvent du SPVM. Le directeur Philippe Pichet a été très clair cette semaine: pas de zone de non-droit à Montréal-Nord», a-t-il indiqué sur son compte Twitter.

## Tensions

Les relations sont tendues au sein du SPVM. Plus tôt cette semaine, la Fraternité des policiers avait dénoncé la décision de l'état-major d'ordonner aux policiers de ne pas intervenir alors que des individus saccageaient le poste de police et des commerces dans Montréal-Nord le soir du 6 avril dernier.

Piqué au vif, le directeur du SPVM, Philippe Pichet, a nié qu'un tel ordre ait été donné aux policiers, affirmant plutôt que la stratégie visait à ce que les policiers soient moins visibles pour ne pas provoquer les casseurs. Il a aussi accusé le président de la Fraternité, Yves Francœur, de tenir des propos irresponsables.

Ces événements surviennent alors que des élections à la mairie de Montréal-Nord sont prévues le 24 avril. Le vote par anticipation se déroulera dimanche.

Avec Caroline Montpetit  
Le Devoir

## Mugesera condamné à la prison à vie pour son rôle dans le génocide rwandais

MAGDALINE BOUTROS

Le Rwandais Léon Mugesera, qui a lutté pendant 16 ans pour éviter sa déportation du Canada, a été condamné à la prison à vie au Rwanda pour avoir incité ses compatriotes à commettre un génocide, rapportent plusieurs médias, vendredi.

L'ancien résident de la ville de Québec était accusé d'avoir livré un discours enflammé au Rwanda, en 1992, dans lequel il traitait les Tutsis de coquerelles, suggérant qu'ils devaient être exterminés.

Certains extraits de ce discours — dont aucun enregistrement complet n'existe — ont été joués en boucle sur les radios rwandaises, dont la radio des Mille Collines. Les propos de M. Mugesera sont perçus comme ayant été un élément déclencheur du massacre de 800 000 Tutsis et Hutus modérés en 1994.

## Extradition

Léon Mugesera était conseiller politique au Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement du président de l'époque, Juvénal Habyarimana. Il avait fui le Rwanda avec sa famille avant le début des violences. Il s'était réfugié avec sa famille

à Québec en 1992 et était devenu chargé de cours en linguistique à l'Université Laval.

Le gouvernement canadien avait entamé des procédures judiciaires en 1995 pour qu'il soit extradé vers le Rwanda, qui voulait le juger relativement au génocide. Après une longue bataille judiciaire qui l'a mené jusqu'à la Cour suprême, M. Mugesera avait été expulsé du pays en janvier 2012.

Son procès avait débuté en novembre 2013 à Kigali.

Selon l'avocat Guy Bertrand, qui a représenté Léon Mugesera au Canada de 1995 à 2012, le gouvernement canadien a fait «une grave erreur» en ne se méfiant pas davantage du gouvernement rwandais de Paul Kagame.

M. Mugesera n'a pas eu droit à un procès équitable et a été tout simplement condamné d'avance, s'insurge-t-il.

«Son discours était un discours très dur, mais qui n'était pas une incitation au meurtre ou au génocide ou à la haine», a soutenu M<sup>e</sup> Bertrand en entrevue avec *La Presse* canadienne. Il ajoute que M. Mugesera est «un grand démocrate» qui aurait pu devenir président du Rwanda.

La Presse canadienne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les funérailles de Bernard Lamarre ont eu lieu en la basilique-cathédrale Marie-Reine-du-Monde.

## La mémoire de Bernard Lamarre saluée par des centaines de personnes

JULIEN ARSENAULT

Plusieurs centaines de personnes se sont réunies vendredi pour les funérailles de Bernard Lamarre, cet architecte du Québec inc. et philanthrope influent décédé le 30 mars à l'âge de 84 ans.

Pendant plus de 90 minutes, en la basilique-cathédrale Marie-Reine-du-Monde, à Montréal, de vibrants hommages ont été rendus à celui qui a laissé une «empreinte indélébile» sur le génie québécois en contribuant à le faire rayonner à l'international.

En revenant sur la carrière de M. Lamarre, l'ex-premier ministre péquiste Lucien Bouchard a notamment qualifié le défunt de «pilier» de la société québécoise. «Avec lui disparaît une époque davantage animée par la volonté de construire que par les angoisses du principe de précaution», a raconté M. Bouchard, au podium, non loin du cercueil de M. Lamarre.

Au Québec, l'ingénieur a entre autres contribué à la réalisation du pont-tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine, de l'échangeur Ville-Marie, du Complexe Desjardins et du Stade olympique.

L'ancien premier ministre n'a également pas manqué de souligner la passion de M. Lamarre pour le Musée des beaux-arts de Montréal, dont il a occupé la présidence de 1893 à 1991 pour ensuite prendre la tête du conseil d'administration de 1997 à 2008. «Son cher musée, il l'a entouré de tous ses soins avec une ferveur d'amour», a dit M. Bouchard.

Collègue de travail depuis 1962 à l'époque de Lalonde, Valois, Lamarre, Valois et Associés,

Armand Couture a raconté avoir perdu un ami, qui a été un «grand visionnaire» et une «figure dominante» du Québec moderne.

Dans son discours, M. Couture a dit que son ami avait su combiner plusieurs talents, rappelant au passage que malgré ses difficultés dans les années 1980, la firme Lavalin avait apporté beaucoup à SNC dans le cadre de la fusion ayant mené à la création du géant SNC-Lavalin.

«L'importance du carnet de commandes de Lavalin à l'international a apporté beaucoup à SNC», a souligné M. Couture.

Le frère de M. Lamarre, François, ainsi que les enfants du disparu, Monique et Jean, se sont également adressés aux personnes présentes.

Avant la fin de la cérémonie, Jean Lamarre a livré une rétrospective des grands moments de la vie de son père, du début de sa carrière, en passant par la rencontre de sa femme Louise — décédée en 2002 —, ainsi que des semaines avant qu'il ne rende son dernier souffle.

«Rien n'était à son épreuve, a dit Jean Lamarre. Toutefois, le toit du Stade olympique [ouvrage sur lequel M. Lamarre a œuvré] est toujours demeuré une énigme pour lui.»

En plus des gens d'affaires comme Paul Desmarais, Henri-Paul Rousseau, Michel Nadeau et Thierry Vandal, de nombreux dignitaires politiques sont venus rendre un dernier hommage à M. Lamarre. Les ex-premiers ministres Bernard Landry, Jean Charest et Pauline Marois étaient présents, tout comme les chefs péquiste, Pierre Karl Peladeau, et caquiste, François Legault.

La Presse canadienne

Le Devoir

## L'UQAM en deuil de son fondateur

PHILIPPE ORFALI

L'Université du Québec à Montréal est en deuil de son recteur fondateur, Léo Dorais, décédé cette semaine à Ottawa. Il avait 87 ans.

Léo Dorais n'a que 40 ans lorsqu'il devient en 1969 le premier recteur de l'UQAM. Alors professeur à l'Université de Montréal, il aura été peu de temps avant directeur associé du Service des audiences de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme (Laurendeau-Dunton).

À la tête de l'UQAM jusqu'en 1974, il joue un rôle crucial dans la construction du campus central, finalement inauguré en 1979. Il déménagera ensuite à Ottawa, où il occupera la vice-présidence de l'Agence canadienne de développement international, puis sera sous-ministre. Il fut par la suite vice-président des Musées nationaux du Canada, participant à ce titre à la création des musées de l'aviation, des civilisations et des beaux-arts. Pédagogue dans l'âme, il retournera enfin à l'enseignement de 1987 à 1994, cette fois à l'Université d'Ottawa.

Présidente du C. A. de l'UQAM, Lise Bissonnette estime qu'il faut contextualiser son entrée en poste en 1969. «Des universités publiques, il n'y en avait pas au Québec à l'époque. Tout était à faire, et ce, en l'espace de quelques mois à peine.» Elle garde le souvenir d'un homme polyvalent «à l'extrême». «Si on pense que l'UQAM est aujourd'hui agitée, il faut se dire que c'est incomparable à l'atmosphère survoltée de l'époque. M. Dorais était capable de faire face à ces choses-là tout en pilotant la naissance de l'université et tout ce que ça comporte.»

Les obsèques de M. Dorais ont lieu ce samedi dans la capitale fédérale.



Léo Dorais

## SALAIRE MINIMUM

## Des travailleurs québécois réclament 15 \$ l'heure

VINCENT LARIN

Après les États-Unis, où des centaines de milliers de travailleurs ont défilé jeudi à New York, Chicago et Los Angeles, entre autres, pour l'augmentation du salaire minimum à 15 \$ l'heure, c'était au tour d'organisations communautaires et syndicales québécoises de demander, vendredi, une telle mesure.

À l'occasion de la journée pancanadienne d'action pour un salaire minimum à 15 \$ l'heure, ces organisations tenaient des activités à l'échelle de la province pour faire valoir leurs revendications.

À Montréal, plusieurs organisations communautaires et syndicales s'étaient donné rendez-vous pour tenir un rassemblement, suivi d'une marche dans le quartier La Petite-Patrie. Des travailleurs d'une cinquantaine de résidences privées pour personnes âgées ont également manifesté dans différentes villes du Québec.

Les syndiqués sont appelés à s'exprimer ces jours-ci sur une escalade des moyens de pression qui pourrait déboucher sur une grève au mois de mai.

## Maintenir l'équilibre

Au Québec, le salaire minimum est révisé tous les ans par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui décide par la suite s'il doit être modifié. Cette année, il sera ainsi haussé de 20 cents à compter du 1<sup>er</sup> mai pour passer de 10,55 \$ à 10,75 \$ l'heure.

Questionné sur la faisabilité d'établir le salaire minimum à 15 \$ l'heure, l'attaché de presse de la ministre responsable du Travail, Florent Tanlet, insiste sur l'importance de maintenir l'équilibre entre le salaire des employés et la capacité des entreprises à payer ces salaires. «Il ne faudrait pas, dans une volonté d'augmenter le salaire minimum, créer davantage de chômage», explique-t-il. Selon lui, des employés pourraient



VINCENT LARIN LE DEVOIR

Cette campagne de revendications prend de l'ampleur au Canada et a connu des succès politiques aux États-Unis.

voir leur nombre d'heures de travail réduit ou même perdre leur emploi si le salaire minimum est augmenté et que les entreprises ne sont plus en mesure de les rémunérer.

Pour la présidente du Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN), Dominique Daigneault, il s'agit plutôt d'aider les travailleurs les plus pauvres de la société. «La vraie question, c'est: est-ce que c'est réaliste de continuer à vivre avec un salaire aussi bas? Ça met des gens dans des situations insoutenable. Il y a des personnes

qui travaillent à temps plein au salaire minimum et qui sont encore sous le seuil de la pauvreté», explique-t-elle.

Présentement, au Québec, 207 000 travailleurs gagnent le salaire minimum, soit 10,55 \$ l'heure, selon les chiffres du MTESS.

Au Canada, des rassemblements se sont tenus d'un bout à l'autre du pays, vendredi, pour faire fléchir les gouvernements et les grandes entreprises.

Avec La Presse canadienne  
Le Devoir



## ABAT-JOUR ILLIMITÉS

L A M P S H A D E S

OBTENEZ

20% de rabais sur TOUS nos abat-jour et 40% de rabais sur TOUS nos pieds de lampes

Présentez ce coupon au moment de l'achat. Excluant les commandes. Aucun ajustement de prix sur les commandes ou achats antérieurs. Valable du 16 avril au 31 juillet 2016.

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

Montréal : 4875, Jean-Talon Ouest · (514) 344-8555 · 1 (866) 747-8555  
Laval : 2267, boul. Le Corbusier · (450) 682-8280

www.abatjourillimites.ca

LE DEVOIR

Sophie  
DOWNS M.Ps.

Psychologue clinicienne  
Médiatrice familiale

Membre O.P.Q.  
et R.C.P.O.S.S.

- psychothérapie individuelle
- psychothérapie conjugale
- médiation familiale

T 514 861-0630

# CULTURE

MONTRÉAL, MÉTROPOLE CULTURELLE

## Du sociofinancement pour soutenir la culture ?

CAROLINE MONTPETIT

Le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Michel Leblanc, suggère d'avoir recours au sociofinancement auprès des citoyens pour soutenir la production culturelle montréalaise. M. Leblanc a fait cette suggestion à l'occasion de la présentation du bilan du Plan d'action de Montréal, métropole culturelle, qui se déploie de 2007 à 2017.

De son côté, la responsable de la culture, du patrimoine et du design à la Ville de Montréal, Manon Gauthier, a aussi rappelé la nécessité d'ancrer la culture de Montréal dans chacun de ses quartiers. À cet égard, elle a salué le projet La Chasse-Balcon, une initiative de

Catherine Planet par laquelle les citoyens peuvent convier des musiciens de musique traditionnelle à venir jouer sur leur balcon de façade ou de ruelle.

Si le nouveau ministre de la Culture et des Communications du Québec, Luc Fortin, était absent pour des raisons de santé, la conférence de presse réunissait vendredi matin la ministre fédérale du Patrimoine canadien, Mélanie Joly, le ministre québécois de la Sécurité publique, des Affaires municipales et responsable de la région de Montréal, Martin Coiteux, et le maire de Montréal, Denis Coderre.

Alexandre Taillefer, qui présidait le comité de pilotage de ce plan d'action, a fait valoir qu'au cours des dix dernières années, la ville s'était renouve-

lée, grâce à un « dynamisme culturel rare ». Chaque participant à l'événement avait choisi sa réalisation culturelle et montréalaise coup de cœur des dernières années: des jardins Gamelin au Festival Vue sur la relève, en passant par l'espace danse du Wilder, qui verra le jour sous peu, ou le rayonnement du studio de design montréalais Daily tous les jours à New York.

### Consultations publiques

En marge de cet événement, la ministre Mélanie Joly a annoncé son intention de tenir sous peu des consultations publiques pour définir les meilleures façons de porter la culture canadienne sur les différents supports numériques. Interrogée sur le sort de la

Biosphère sur l'île Sainte-Hélène, alors que l'on s'apprête à célébrer le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'expo, elle a reconnu qu'« on pourrait faire mieux » avec cet édifice. Son ministre, dit-elle, vient de recevoir le projet de la Société des arts technologiques d'en faire un haut lieu de recherche et de diffusion artistique autour de l'environnement. La ministre Joly doit d'ailleurs se concerter dans ce dossier avec sa collègue de l'environnement, Catherine McKenna.

De son côté, l'ancienne présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, a dit s'apprêter à annoncer un investissement privé de 15 millions de dollars pour son projet de construction d'un musée dans le Quartier des specta-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Alexandre Taillefer, qui présidait le comité de pilotage du plan d'action, avec le maire Denis Coderre.

cles pour accueillir les collections du Musée McCord et du Musée Stewart. Le gouvernement du Québec a déjà financé la conception d'un plan pour

ce futur musée. Un terrain de la ville de Montréal est d'ailleurs réservé à cet effet.

Le Devoir



FRANCIS VACHON LE DEVOIR

### Les collégiens choisissent Daniel Grenier

C'est finalement Daniel Grenier qui a remporté le Prix des collégiens cette année pour son premier roman, *L'année la plus longue* (Le Quartanier). Très ému lors de la cérémonie vendredi, l'auteur, qui sera bientôt père, a dit souhaiter que son petit ait la chance, plus grand, de participer à ce genre de concours. Près de 700 étudiants de 57 cégeps québécois et un collègue français ont participé au Prix cette année. Les autres auteurs en lice étaient Clara B.-Turcotte, Nicolas Dickner, Patrick Nicol et Monique Proulx.

### Loi transphobe: le Cirque annule des spectacles

Le Cirque du Soleil emboîte le pas à de nombreuses célébrités en annulant ses spectacles en Caroline du Nord, en protestation contre une loi s'attaquant aux droits des personnes transgenre et gaies. Les représentations des spectacles *Ovo* du 20 au 24 avril, et celles de *Toruk - Avatar* prévues du 22 au 26 juin et du 6 au 10 juillet ont été annulées, a indiqué vendredi après-midi l'entreprise. Adopté le 23 mars dernier, le House Bill 2 (HB2) stipule que l'accès à une toilette publique est permis uniquement selon le sexe indiqué sur l'acte de naissance. Une femme transgenre ne pourrait ainsi utiliser une toilette pour femmes et devrait se résigner à utiliser la toilette des hommes. Le gouverneur de l'Etat, qui a signé la loi, a introduit de nouvelles mesures législatives réitérant la notion d'égalité pour les personnes gaies et transgenres. Mais le HB2 demeure.

Le Devoir

### 66 000 nouveaux abonnés au forfait de télé de base

Gatineau — Selon le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, plus de 66 000 Canadiens se sont abonnés au nouveau forfait de télévision de base en cinq semaines, soit depuis que les fournisseurs canadiens de services de télévision titulaires d'une licence sont dans l'obligation de l'offrir. Par ailleurs, plus d'un de ces Canadiens sur trois a aussi profité des nouvelles options en s'abonnant à des canaux individuels, à de petits forfaits, ou aux deux. Les fournisseurs de services, dont Bell, Rogers, Shaw et Cogeco, ont commencé à offrir les nouveaux forfaits le 1<sup>er</sup> mars en vertu de nouvelles règles imposant une limite de 25 \$ par mois pour le forfait de base.

La Presse canadienne



ANDREW MEDICHINI AP

**D Lire aussi** La critique du spectacle d'Isabella Rossellini sur l'application tablette et le site Web du Devoir.



MEISEL

**D Lire aussi** La critique du concert de l'Orchestre de la Radio bavaroise sur l'application tablette et le site Web du Devoir.



### Congédié?

Voyez

**François Gendron**  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

### Achetons immédiatement tableaux canadiens et européens. Antiquités haut de gamme. Grande valeur offerte.

Borduas  
Ferron  
Fortin  
Gagnon  
Krieghoff  
Lemieux  
Letendre  
McEwen  
Pellan  
Riopelle  
Suzor-Côté  
et autres...



Jean-Paul Lemieux - Portrait de jeune fille - Musée de la Ville de Québec

Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.

**Claude Lafitte** évaluateur et expert conseil

*Galerie Claude Lafitte*

depuis 1975 • 514.842.1270  
2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

*Papeterie*  
**Casse - Noisette**

*Nous tenons en inventaire agendas, papiers Lalo, papier St-Gilles, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau, sceaux, cires à cacheter.*

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :  
du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00  
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

ACJB  
Association des Anciens et Anciennes du Collège Jean-de-Brebeuf

Tous droits réservés. © 2016 CSC  
Photographe: Andrew Balfour

**INVITATION** Jeudi 12 Mai 2016  
PETIT-DÉJEUNER TÉMOIGNAGE 7h30 à 9h00

L'honorable Clément Gascon  
Juge à la Cour suprême du Canada  
DEC 1978

► AU CLUB SAINT-JAMES  
1145, avenue Union, (angle René-Lévesque), Montréal

► TARIFS  
Étudiants du Collège - 30 \$  
Anciens, professeurs et membres du personnel - 40 \$  
Grand public - 50 \$  
Tables corporatives  
8 places - 400 \$  
10 places - 475 \$  
4 places - 225 \$

► RENSEIGNEMENTS  
(514) 342-9342 - Poste 5305  
chantal.lemieux@brebeuf.qc.ca

netelligent.ca LE DEVOIR  
LIBRE DE PENSER

**radio vm**  
AU CŒUR DE L'ESSENTIEL

**CLAUDINE BERTRAND**  
Arts et lettres  
Mercredi 20h  
Rediffusion le samedi 2h

**MARILOU BROUSSEAU**  
Au cœur de l'être  
Jeudi 20h  
Rediffusion le vendredi 13h30  
et le mardi 4h

91,3 FM MONTRÉAL | 100,3 FM SHERBROOKE | 89,9 FM TROIS-RIVIÈRES | 89,3 FM VICTORIAVILLE | 104,1 FM RIMOUSKI

Suivez-nous sur facebook | 1 855 212-2020 (sans frais)  
radiovm.com

## ACTUALITÉS

## SANDERS

SUITE DE LA PAGE 1

transporter un nouvel arrivage de tracts vantant les vertus de Bernie Sanders. L'image du héros des démocrates progressistes décore les murs, ici sur une affiche clamant «*Enfin une raison de voter*», là sur une photo le montrant menotté par deux policiers lors d'une manifestation contre la ségrégation. Bienvenue dans le quartier général de la «révolution», au cœur du quartier *hipster* de Gowanus, dans Brooklyn.

Le choix de l'emplacement n'a rien d'alcatoire. Les «yuge» (*huge*) et les «*fulgeddaboutit*» (*forget about it*) qui sortent de la bouche de Bernie Sanders trahissent à tout coup ses racines brooklynaises. Et plusieurs quartiers de Brooklyn, dont Park Slope, à un jet de pierre du quartier général, demeurent des bastions du progressisme new-yorkais. «*Malgré l'embourgeoisement, Brooklyn a conservé son identité proche des classes ouvrières et des syndicats, et son caractère militant*», explique Nancy Romer, une résidente de Park Slope retraitée de l'enseignement collégial qui fait du bénévolat pour «Bernie».

«*Il y a un esprit communautaire très fort ici*», poursuit-elle, citant les diverses associations de résidents, les coopératives alimentaires et les marchés fermiers vendant leurs produits locaux. À bien des égards, Park Slope et d'autres quartiers du borough repiquent l'éthos écolo et communautaire «*crunchy*» (tel qu'on les surnomme aux États-Unis) du Vermont, où Bernie Sanders a été maire de Burlington et sénateur, ajoute-t-elle. Incarnation de cet éthos, Nancy Romer a fondé la Brooklyn Food Coalition, un organisme qui promeut un «*système alimentaire équitable*» pour les personnes de couleur, et prête le dernier étage de son appartement à des militants étrangers de passage à New York. Elle avait notamment hébergé l'environmentaliste hondurienne Berta Cáceres, qui a fait les manchettes en mars dernier lorsqu'elle fut assassinée.

## Brooklyn, incontournable

Pour tout démocrate, la ville de New York dans son ensemble est un incontournable. Contrairement aux républicains, qui comptent bien peu d'électeurs en ville (voir autre texte en page A 5), les démocrates font leur pain et leur beurre dans la Grosse Pomme. Un peu plus de la moitié des 5,8 millions d'électeurs inscrits comme démocrates dans l'Empire State y vivent et y votent.

Mais Brooklyn, borough le plus peuplé de New York avec ses 2,6 millions d'habitants, est une ville en soi. Ses résidents se plaisent d'ailleurs à rappeler que s'il était une ville indépendante, leur borough serait la quatrième municipalité en importance aux États-Unis, derrière New York (et ses quatre boroughs restants), Los Angeles et Chicago. Chez les démocrates, c'est pas moins d'un électeur new-yorkais sur trois qui y est inscrit. S'il veut surprendre Hillary Clinton le 19 avril, «Bernie» doit miser sur l'esprit progressiste et militant de bien des Brooklynais.

L'Etat de New York a pendant un temps semblé acquis à celle qui fut sénatrice de 2000 à 2008. Jusqu'au tout début d'avril, elle écrasait son rival dans les sondages avec un écart de 33%. Or Sanders a réduit le fossé à quelque 13%, gonflant d'espoir ses partisans, qui rêvent de reproduire ici le scénario du Michigan, où «Bernie» a coiffé l'ex-

secrétaire d'État au fil d'arrivée malgré les sondages qui donnaient 20% d'avance à sa rivale.

L'espoir des militants pro-Sanders est aussi renforcé par les sept victoires consécutives remportées par le sénateur «démocrate socialiste» du Vermont lors des derniers caucus et primaires.

## Militants enthousiastes

Toujours dans Brooklyn, l'homme politique de 74 ans peut miser sur une armée de jeunes militants dont l'enthousiasme n'a pas son pareil dans le camp Clinton. Les «milléniaux», ces jeunes de 35 ans et moins, ont d'ailleurs formé jusqu'ici le groupe d'électeurs le plus fidèle de Sanders. Et plusieurs d'entre eux sont passés d'apolitiques à militants à temps plein.

C'est le cas de Joseph Thomas, un futur étudiant en droit de 24 ans qui n'a jamais voté, mais qui cette fois a pris une pause sans salaire de son boulot déjà peu payant pour travailler à temps plein — et bénévolement — pour Sanders. Lui et quelques militants n'ont pas attendu que la campagne officielle débarque en ville, en mars, pour lancer les «Bushwick Berners» (du nom d'un quartier de Brooklyn). Dès juillet dernier, la vingtaine d'organisations «très actifs», aidés par quelque 200 membres bénévoles, se sont attelés à faire du pointage téléphonique dans tous les États où se tenaient des primaires et du porte-à-porte dans Brooklyn, en plus de tenir leurs propres activités de financement, tout cela dans leur salon.

Même Obama, qui rejoignait pourtant les jeunes et bien des groupes sociaux lors de ses campagnes électorales, ne suscitait pas d'enthousiasme chez Joseph Thomas. «*Il était inspirant, mais il demeure un politicien traditionnel et fortuné, tandis que Bernie n'est ni riche ni connecté à tous ces intérêts financiers et politiques. Son bilan est constant. Pendant 30 ans, il s'est battu pour des salaires décentes et pour les droits des travailleurs. C'est vraiment le jour et la nuit.*»

Nikolas Kozloff, un auteur indépendant dans la quarantaine qui a écrit quelques ouvrages sur

la nouvelle gauche en Amérique du Sud et sur les changements climatiques, a lui aussi été happé par la vague. Se décrivant lui-même comme un anarchiste, il ne s'était pas impliqué en politique depuis qu'il avait distribué des tracts dans son école pour le candidat démocrate Gary Hart dans les années 1980... Aujourd'hui, il donne du temps à la campagne de Sanders dans Brooklyn et peine encore à croire qu'il s'est rendu en Caroline du Sud en février pour y faire du bénévolat lors de la primaire. C'est à ce moment qu'il a découvert l'existence d'un «gigantesque» réseau de soutien communautaire pour les bénévoles qui volent d'État en État pour aider «Bernie». Un exemple? Le service de cohébergement en ligne «BernieBnB».

À quelques jours de la primaire de New York, Nikolas Kozloff craint par-dessus tout, comme bien d'autres militants rencontrés, que l'énergie qui a mobilisé les mouvements sociaux et les jeunes s'évanouisse après la campagne. «*Je ne me fais pas d'illusion, nous ne vivrons pas dans une utopie anarchiste sous peu*», concède-t-il d'emblée après son quart de bénévolat à la Park Slope Food Coop, la plus grande coopérative alimentaire des États-Unis. «*Mais de façon pragmatique, nous devons continuer le débat philosophique et politique, nous imposer des objectifs et des échéanciers*», affirme Kozloff, qui a lancé une pétition en ligne afin de garder ouvert le quartier général de Sanders dans Brooklyn après la campagne et de conserver l'énorme banque de bénévoles recrutés jusqu'à présent.

«*L'erreur d'Obama a été d'abandonner le flanc gauche du parti et tous les mouvements sociaux qui l'ont porté*, renchérit Joseph Thomas. Sanders, lui, comprend bien les mouvements sociaux. Sans eux, il n'a aucun pouvoir. Mais il nous faudra absolument continuer à nous battre pour les causes qui nous sont chères. Bref, ne pas répéter la même erreur.»

Le Devoir

## GES

SUITE DE LA PAGE 1

le coup d'envoi d'autres projets en territoire gaspésien, selon ce qu'a fait valoir récemment la pétrolière dans le cadre d'une entrevue au *Devoir*.

Or, une étude du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques conclut que les gisements gaziers qu'on retrouverait en Gaspésie pourraient générer des émissions de gaz à effet de serre nettement plus importantes que ce qui a été dit jusqu'à présent pour faire la promotion de ces projets dits «conventionnels». La même analyse est d'ailleurs valable pour les éventuels gisements pétroliers gaspésiens qui pourraient être exploités sous peu.

En fait, l'étude produite dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique (EES) souligne que les émissions de gaz à effet de serre (GES) découlant de l'exploitation des structures Bourque, Galt et Haldimand (les trois cibles de l'exploration en Gaspésie) se situeraient «dans la moyenne des émissions liées à l'exploitation du gaz de schiste et du pétrole de schiste nord-américain».

Les auteurs de cette «*Estimation des intensités d'émissions de gaz à effet de serre de différents bassins géologiques du Québec*» précisent qu'il n'est pas possible, pour le moment, de calculer «*les émissions absolues*» de GES qui pourraient résulter de l'exploitation, puisque les potentiels réels n'ont toujours pas été démontrés. Néanmoins, «*les intensités d'émissions de GES représentent les meilleures approximations pouvant être réalisées en fonction du niveau actuel des connaissances*».

D'ailleurs, en se basant sur une étude de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) sur les formations géologiques analogues, produite elle aussi dans le cadre de l'EES, «*il est possible d'estimer l'intensité d'émissions de GES d'une potentielle exploitation des hydrocarbures pour ces structures*». L'intensité d'émissions de GES est le rapport entre les émissions de GES et la quantité d'énergie produite.

«*L'évaluation de ce paramètre permet de comparer les structures géologiques en termes d'empreinte carbone et pourrait mener à une évaluation des émissions de GES absolues si des données sur la production d'hydrocarbures s'avéraient disponibles dans le futur*», souligne le rapport.

Dans le cas des structures Bourque et Galt, on retrouve une structure similaire dans le sud des États-Unis. Celle-ci s'étend sur le territoire de l'Oklahoma, du Kansas et du Texas. Selon les données compilées dans le document du ministère, les émissions de GES du gaz qui serait exploité en sol québécois pourraient donc être «*du même ordre de grandeur*» que celles produites dans le cadre de l'extraction de gaz de schiste dans cette formation géologique située aux États-Unis.

En ce qui a trait à la structure Haldimand, soit celle que Pétrolia explore en plein cœur de Gaspé, les auteurs de l'étude dressent un parallèle avec la formation de Bakken, exploitée pour son pétrole de schiste au Dakota du Nord.

## Pas de BAPE

«*Malgré l'existence d'un nombre élevé de pratiques qui rendent l'industrie des hydrocarbures moins émettrice de GES, l'estimation de l'intensité des émissions découlant de l'exploitation des hydrocarbures a été réalisée en prenant des paramètres d'émission standards et des pratiques actuelles de l'industrie, prennent en outre soin de préciser les auteurs. Étant donné le degré d'incertitude actuel quant à l'exploitation d'hydrocarbures au Québec, nous considérons qu'il s'agit d'une approche réaliste.*»

Le hic, c'est qu'il sera difficile d'avoir l'heure juste sur le bilan des émissions de GES des projets de Pétrolia et Junex en Gaspésie, s'ils sont lancés un jour. Le gouvernement Couillard a décidé de les étudier uniquement dans le cadre de l'EES. Aucune évaluation indépendante n'est prévue, par exemple sous l'égide du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

Pour le porte-parole de la campagne Climat-énergie de Greenpeace, Patrick Bonin, les conclusions de l'étude démontrent pourtant que les projets devraient alourdir substantiellement le bilan de GES du Québec. «*Cette étude met aussi en évidence le manque de cohérence de la nouvelle politique énergétique du gouvernement du Québec, qui ouvre la porte à l'exploitation des hydrocarbures et prévoit une augmentation importante de la consommation et des infrastructures de gaz au Québec d'ici 2030.*»

Plusieurs groupes environnementaux et citoyens demandent eux aussi au gouvernement de mettre de côté l'idée d'accroître le recours au «gaz naturel fossile», comme le prévoit la nouvelle politique énergétique.

Est-ce que Pétrolia a bon espoir de pouvoir produire du gaz naturel et du pétrole qui émettent moins de gaz à effet de serre que le gaz et le pétrole de schiste? «*Pour chacun de nos projets, nous cherchons à émettre le moins de GES possible en nous inspirant de meilleures pratiques observées ailleurs. Les prochaines étapes d'exploration nous permettront d'évaluer avec plus de précision la quantité de GES émis advenant une production*», a répondu l'entreprise.

Le Devoir



**DANS L'INTIMITÉ DU POUVOIR**  
Journal politique 2012-2014

440 pages • 29,95\$ • PDF et ePub: 21,99\$

## DOMINIQUE LABEL

«*Extrêmement instructif et passionnant.*»  
Jean-Philippe Cipriani,  
Plus on est de fous, plus on lit!, Radio-Canada

«*[Ce livre] devrait être inscrit à tous les programmes de sciences politiques de nos universités. On y apprend plein de choses.*»  
Gilbert Lavoie, *Le Soleil*



Venez rencontrer Dominique Lebel au Salon du livre de Québec

Vendredi 15 avril 18h à 19h  
Samedi 16 avril 14h à 15h

Boréal 

## PARRAINER

SUITE DE LA PAGE 1

sa famille — et leurs deux chats blancs — restaient. «*Ils étaient très attachés à leur pays. C'est chez eux. Pour Feras, rester était comme un acte de résistance*», explique Rafaëlle Sinave, enseignante au cégep du Vieux-Montréal, qui est l'une des «marraines» de la famille.

À Maude, qui insistait pour l'aider, il disait simplement d'encourager la pression politique sur le régime de Bachar al-Assad. «*Il disait que c'était trop tard pour lui et sa famille, qu'il n'y avait rien à faire.*» La jeune maman s'est entêtée. Elle en a parlé à son *chum* Philippe et a écrit à des amis un courriel intitulé «*Entre déraison et révolution*». Pour ses idées, Maude avait décidé, elle aussi, de se battre.

## Des doutes

À l'heure actuelle, 9000 réfugiés syriens sont parrainés au privé et 15 000 le sont par le gouvernement. Si les amis de Maude l'ont vite épaulée dans son projet de parrainage, étonnamment, c'est le principal intéressé qu'il a fallu convaincre. «*Il y avait beaucoup d'incrédulité de la part de Feras. Il me demandait pourquoi j'allais lui faire confiance et l'aider comme ça, gratuitement. Après tout, on ne se connaissait pas*», raconte la jeune femme. Plus tard, Feras lui a avoué la raison de sa méfiance: il a cru qu'elle était un agent double du gouvernement al-Assad. À un certain moment, il a même demandé à sa sœur, qui vit en Arabie saoudite, d'appeler Maude pour vérifier ses intentions.

«*Les deux, on est assez estomaqués de voir comment on a réussi à finalement se faire confiance mutuellement*», souligne Maude, qui a dû affronter quelques commentaires et craintes au sujet du terrorisme. Rafaëlle s'indigne. «*On dirait qu'on est tellement brainwashés qu'il faut automatiquement se méfier quand c'est quelqu'un qui vient de Syrie.*» Reste que cet engagement ne doit pas être pris à la légère. Les parrains sont financièrement responsables de la famille qu'ils accueillent pendant un an. Tout est allé très vite. Pendant que Maude et

## Cette paperasse qui rend fou

«*On ne veut pas faire peur au monde, mais c'est assez épouvantable comme processus*», déplore Maude Ménard-Dunn. L'information est difficile à obtenir et la paperasse à remplir, abondante. Premier problème: comprendre les documents du ministère de l'Immigration, et surtout savoir quels formulaires remplir (provinciaux et fédéraux). Autre difficulté: la quantité d'informations précises exigées. La famille syrienne doit par exemple fournir toutes les adresses des endroits où elle a résidé, chose difficile dans un pays en guerre. Pour les «parrains» québécois, ce sont les emplois occupés, la durée, à quel taux horaire, etc. Et sur du papier à entête, s'il vous plaît! Il y a l'absurdité de certaines demandes, comme celle d'exiger des Syriens des photos estampées du logo de l'endroit où elles ont été prises — «*Ce n'est pas comme chez Jean Coutu là-bas!*» dit Maude, qui a réussi à boucler le dossier de parrainage en un mois et demi à peine. N'empêche, elle ne veut surtout pas démotiver ceux et celles qui voudraient se lancer dans l'aventure. Il existe des avocats en immigration qui travaillent *pro bono* pour la cause. «*Et j'ai acquis tellement d'expérience que j'aide une autre famille qui veut faire comme nous.*»

ses acolytes se dépatouillaient dans les formulaires l'automne dernier, une campagne de sociofinancement a été lancée: dès les premiers jours, des dizaines de personnes ont répondu à l'appel et 10 000\$ ont été amassés. L'objectif de 29 700\$ — soit l'argent que le gouvernement exige pour parrainer des réfugiés — a été atteint en trois semaines. «*Feras ne comprenait pas pourquoi toute cette générosité. Il a bien vu que son histoire touchait les gens. Ça l'a convaincu de faire le saut.*»

## Après la rencontre, la fuite

Les deux trentenaires ont vite été récompensées de leurs efforts: une première

conversation Skype avec la famille. «*Ça a été le moment le plus émouvant de toute ma vie*», lance Rafaëlle, encore fébrile. Cela faisait un mois que la famille montréalaise avait entamé les démarches de parrainage. Feras, craignant de ne pouvoir s'exprimer suffisamment bien en anglais, a plutôt fait parler son père. «*C'était tellement poignant. Tu voyais tout l'amour de ce père-là envers son fils et sa famille. J'ai fondu en larmes.*»

«*Il salue la humanité en vous [Je salue l'humanité en vous]*», a renchérit Maude tout sourire, imitant l'accent syrien en roulant ses «r». «*Il nous remerciait. Il était tellement touché.*» Depuis, Feras et elle s'écrivent tous les jours, s'envoient photos et vidéos, des dessins de leurs enfants et beaucoup d'émojis de bonhommes sourire. Puis, est venu ce jour de novembre où Feras et sa famille ont quitté la Syrie pour toujours et fui en Turquie. C'était quelques jours après les attentats du vendredi 13 en France. Dans le monde, la tension venait de monter d'un cran.

«*Nous voulons t'informer que nous quittons Alep demain matin. Si quelque chose nous arrivait, sache que nous ne vous oublierons jamais. Take care.*» C'est le message que Feras a écrit à Maude le jour de son départ. L'angoisse. Deux jours plus tard, Feras a rappelé depuis la Turquie. Ils étaient sains et saufs. «*Nous, on pleurait. Feras ne comprenait pas pourquoi. Il nous disait: "Don't be sad. Be proud [Ne soyez pas tristes. Soyez fiers]"*», raconte Rafaëlle.

Jedi dernier, une autre bonne nouvelle est tombée: la famille Darwish a été convoquée à l'entrevue à l'ambassade canadienne d'Ankara, à peine six mois après le début des démarches. Tout le monde est aux anges. Y compris le petit chérubin de Maude, Rémi, âgé de 5 ans, qui a hâte de rencontrer ses nouveaux amis qui viennent «*du pays de l'arabe*». Et attendant, pour tromper cette attente insoutenable, Maude rêve en boucle à la scène de l'aéroport. «*Peu importe comment ça va cliquer avec eux, ça va être mission accomplie*», conclut Rafaëlle.

Le Devoir

## Rectificatif

La photo accompagnant l'article «*Un homme et ses violons*» publié le 14 avril 2016 en page A 7 a été erronément attribuée à Jacques Nadeau. Elle a plutôt été prise par Annie Pineault. Nos excuses.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

**La rédaction**  
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3360

**Publicité**  
Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

**Avis publics et appels d'offres**  
Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3340

**Petites annonces et publicité par regroupement**  
Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

**Abonnements** (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)  
Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-5967

**Agenda culturel**  
Par courriel [agenda@ledevoir.com](mailto:agenda@ledevoir.com)